

# L'Humanité Rouge

Quotidien  
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

● Maroc

Assassinat de Saïda Menebhi

## HASSAN PAIERA !

Saïda est morte dans la  
prison à la suite d'une grève

de la faim, entamée par plus d'une centaine de détenus. Alors qu'elle sentait que son état s'aggravait, elle avait arrêté le 27 novembre la grève entreprise trois semaines plus tôt. Mais aucun soin ne lui fut administré et Saïda est morte le dimanche 11 décembre au matin.

Le gouvernement fasciste d'Hassan II, après avoir commis ce crime, fit un chantage ignoble auprès de la famille de Saïda. Il l'a contrainte à promettre que le cortège ne soit pas composé de plus de 60 à 90 personnes sinon le corps de Saïda ne lui serait pas remis. Aussitôt, l'annonce de la mort de Saïda, les parents de la victime furent soumis à des interrogatoires. La police leur reprochait d'avoir fait connaître l'assassinat de leur fille. Leur maison fut fouillée à trois reprises, etc.

Ces faits scandaleux s'accomplissent dans le silence le plus total. La presse, la radio marocaines n'en parlent pas et les journaux français, qui ont simplement signalé le fait, n'ont pas pu entrer au Maroc. Pourtant, la nouvelle se répand. Ce n'est pas parce qu'on interdit au peuple de parler qu'il se tait et malgré toutes les précautions du gouvernement fasciste d'Hassan II, le peuple apprend ses crimes et les bras se lèvent plus nombreux pour les venger.

Pendant ce temps, les grévistes de la faim continuent leur lutte pour la satisfaction de leurs revendications. 40 d'entre eux se trouvent à l'infirmerie de la prison et 24 à l'hôpital de Kénitra en raison de leur grave état de santé. A Casablanca où se trouvaient

(Suite à la page 2)

● Strasbourg

## UNE MANIFESTATION ANTIRACISTE MATRAQUEE PAR LES CRS

Des heurts violents ont opposé samedi après-midi, dans le centre de Strasbourg, plusieurs centaines de travailleurs français et immigrés protestant contre l'attentat raciste commis il y a quelques jours contre le foyer Sonacotra de La Meinau (près de Strasbourg) et de nombreux flics et CRS qui avaient investi le centre de la ville et établi de multiples barrages sur les ponts.

Outre ce dispositif qui a provoqué de gigantesques encombrements, les flics ont chargé brutalement la manifestation à laquelle ils prétendaient interdire l'accès du centre-ville. Un correspondant de presse travaillant pour un quotidien régional, Raymond Attuil, a été brutalement interpellé, roué de coups et conduit au commissariat d'où il ne devait ressortir qu'une heure plus tard, après que ses films lui aient été confisqués.

Dans un communiqué publié aussitôt, les comités de résidents des foyers Sonacotra et le comité de soutien aux travailleurs immigrés ont condamné «la répression policière contre une manifestation qui n'avait pas été interdite par un arrêté préfectoral». Ils appelaient à riposter par une nouvelle manifestation dimanche à Strasbourg en indiquant que «plusieurs manifestants avaient été blessés et qu'une quinzaine d'interpellations avaient eu lieu dont plusieurs immigrés qui risquent l'expulsion. «La police, poursuit le communiqué, met beaucoup plus de zèle à empêcher une manifestation de travailleurs français et immigrés contre les attentats racistes qu'à rechercher les auteurs de ces attentats. Il s'agit pour la bourgeoisie de briser un début d'unité entre travailleurs français et immigrés».

Le gouvernement des monopoles qui inspire les crimes racistes entend également matraquer ceux qui manifestent leur colère contre les attentats, il se heurtera de plus en plus à la force grandissante de l'unité que travailleurs français et immigrés forment dans leurs luttes quotidiennes.

Une colonne sahraouie mitraillée  
par l'aviation française

## CRIMINELLE AGRESSION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS



La «neutralité» de Giscard :  
napalm et bombes au phosphore  
contre le peuple sahraoui

Le Front Polisario a déclaré dimanche soir que deux escadrilles de «Jaguar» et quatre «Bréguet atlantique» de l'armée française, soit au total 28 appareils avaient «bombardé et mitraillé au phosphore et au napalm» une unité sahraouie qui se repliait avec des prisonniers mauritaniens après avoir attaqué le train minéralier Nouadhibou-Zouérate, le 15 décembre.

Ce bombardement qui serait intervenu alors que l'unité du Front Polisario se trouvait au Sahara occidental, a fait de nombreux morts : 49 des 60 prisonniers mauritaniens et plusieurs dizaines de Sahraouis.

«Ainsi l'intervention massive de l'armée française contre notre peuple n'est plus à démontrer» dit le communiqué du Front Polisario... «Cette intervention que cachait mal la propa-

gande faite autour de l'arrestation de Français en zone de combat, est aujourd'hui bel et bien dirigée contre le peuple sahraoui, et non pas destinée à protéger la Mauritanie».

«Le peuple sahraoui, envahi et chassé de sa terre par deux armées (marocaine et mauritanienne) est aujourd'hui la victime d'une troisième armée d'une grande puissance... il demande à tous d'agir... pour assurer la paix et la sécurité dans la région que Giscard veut destablisser et coloniser».

Le Front Polisario a indiqué que les «Bréguet» français avaient suivi tout le déroulement de l'opération contre le train minéralier en Mauritanie et que des combattants sahraouis avaient pu capter le 14 décembre les radios militaires indiquant que les pilotes des «Bréguet» avaient de-

mandé l'intervention des «Jaguar» de Nouadhibou et Dakar.

Ainsi les préparatifs psychologiques auxquels le gouvernement se livre depuis plusieurs mois n'étaient pas sans objet. Les intérêts immédiats qu'il conserve en Mauritanie, et particulièrement dans l'exploitation du minerai de fer, et à moindre degré, de celui du phosphate, sont à la base de l'escalade de son intervention dans le conflit du Sahara occidental. La fable de la «neutralité» française dans cette affaire est désormais bien dissipée et Giscard se voit contraint d'endosser devant les peuples du monde la responsabilité de la criminelle agression du 15 décembre. Et il devra affronter la riposte qui se développe contre lui, tant de la part du peuple sahraoui lui-même que de celle de notre propre peuple.

● Paris

## Une soirée pour la Corse

C'est dans une salle comble et attentive que s'est tenue, samedi soir, une réunion publique sur le thème : «La Corse est-elle un pays pauvre ?». Elle était organisée par le «Comité de sauvegarde des libertés», qui regroupe différentes organisations (politiques, syndicales et culturelles) patriotiques corses à Paris.

Il a tout d'abord été rappelé les grandes manifestations qui ont suivi l'affaire d'Aléria, mais depuis existe une certaine démobilité.

Dans l'objectif d'étendre la prise de conscience du problème corse, le Collectif des organisations patriotiques se propose de mettre

à la disposition des Corses de la région parisienne un lieu de rencontre, d'animation et d'information permanent, en créant une «Maison de la Corse» (Casa di u populu corsu).

Un témoignage a été apporté sur les conditions de détention intolérables dont est victime Serge Cacciari\* : discrimination par rapport aux autres détenus ; depuis plusieurs mois, il demande à voir un médecin, il est contraint à des fouilles constantes, des difficultés illégales pour avoir la presse et le courrier, etc.

En Corse même, une manifestation est prévue (le 28 décembre) pour exiger sa libération. La mobilisation s'organise au cas où

Barre déciderait que le «moment est venu» pour lui de se rendre en Corse.

José Stromboni (qui a été emprisonné à trois reprises) a fait un exposé sur la situation économique. Il a expliqué, entre autres, que la Corse importe beaucoup : pour plusieurs milliards de francs par an de viande, 5 milliards pour le lait, 3,5 pour le ciment, 2,5 pour la farine, etc. Par contre, elle exporte très peu. Il a parlé de deux «leviers» de l'économie en Corse : l'agriculture et le tourisme. La vigne à elle seule représente une somme de 22 milliards de francs.

(Suite à la page 2)



## AVIS AUX DIFFUSEURS ET LECTEURS DE LA REVUE «PROLÉTARIAT»

le numéro 15 sortira vers le 20 janvier prochain.

Nous vous demandons d'effectuer sans tarder les règlements de vos prises du no 14, afin de pouvoir payer l'imprimeur qui exige un règlement préalable à la sortie du prochain numéro.

Voici l'adresse et le CCP de notre revue :  
Proletariat BP 320-13213 Marseille Cedex 1  
CCP : no 2190-89 -H centre de Marseille.

## ● Paris

### Une soirée pour la Corse

(suite de la page une)

Quant au tourisme, ce ne sont nullement les insulaires qui en profitent, mais par contre, ils en subissent les inconvénients. Par exemple, les infrastructures qui sont créées sont démesurées et représentent des charges très lourdes, qui se retrouvent dans les impôts. Tous les produits sont augmentés (même les loyers), la vie est 30 % plus chère que sur le continent.

Le tourisme ne crée pas non plus d'emploi, les Corses n'y étant pratiquement pas employés. Au cours du débat, bien d'autres points tels que la recherche du pétrole ont été soulevés.

Au cours de la soirée a été annoncée la libération provisoire, le jour même, de Max Siméoni. Il devra comparaître prochainement devant la Cour d'assises de la Haute-Corse.

Il a également été fait mention du message de soutien à la lutte du peuple corse envoyé par le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Le groupe culturel «Canta u populu corsu» a largement contribué à animer la soirée avec ses chants populaires et de lutte.

## Dans les maquis corses

### Une conférence de presse du FNLC

Dans la nuit de dimanche à lundi, le Front de Libération nationale corse a tenu une conférence de presse clandestine dans les maquis corses, quelque part au-dessus d'Ajaccio. Il a annoncé qu'il préparait une «riposte plus efficace contre l'Etat français, y compris en portant la lutte armée sur le territoire français... sans plus de précision pour l'instant. Il a affirmé avoir préparé une «stratégie mieux adaptée contre l'Etat français, dont une étape décisive sera franchie avant les élections législatives, car nous n'avons plus d'alternatives». «En attendant, a ajouté le porte-parole du Front, nous nous attaquerons aux éléments de la Légion étrangère implantés en Corse et nous les chasserons par les armes de notre sol.» Aux journalistes convoqués, les représentants du Front ont également remis un exemplaire de leur journal clandestin «U Ribellu», (Le Rebelle).

## ECONOMIE DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES

Angleterre. Etats Unis. France. Allemagne. Japon (précis historique)

Ce livre de 536 pages, traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antiféodale, la montée du capitalisme, la crise.

L'exemplaire 36 F. En vente aux librairies :  
Les Herbes sauvages... La Force du Livre  
Paris 20e Lyon 1e  
et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard  
75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

## ● Paris 14e arrondissement 20 logements occupés rue d'Ivry

Pierre et Pauline, ce couple de mal-logés qui occupent depuis la mi-octobre un logement dans un immeuble vide (HR du 28/10) ne sont plus seuls.

La CNL 13 éme et le comité des occupants du 85 87 avenue d'Ivry ont annoncé que les deux immeubles étaient entièrement occupés depuis 15 jours.

A cette occasion les murs de brique séparant les 2 immeubles depuis le départ forcé de leurs locataires, il

y a trois ans ont été démolis.

Symbole de la résistance grandissante à la loi inhumaine des promoteurs, la lutte des cinquante occupants de la rue d'Ivry bénéficie déjà d'un large soutien ; celui-ci doit s'amplifier car Chirac a prouvé avec les expulsions dans le 14 éme qu'il n'hésitait pas à mettre les gens du peuple à la rue même en plein hiver !

## ● Cuba

# La façade et la réalité

TFI a présenté jeudi soir un documentaire sur Cuba. Nous y avons vu des images d'un Cuba idyllique où tout est bonheur et un Fidel Castro qui se présente sans prétention comme le plus humble de tous avec un grand talent pour les gestes démagogiques.

C'était la façade. A aucun moment on ne nous a montré la réalité. A aucun moment, les vrais problèmes n'ont été abordés. En 1959, quand l'impérialisme américain fut chassé de Cuba, tous les peuples du monde s'en réjouirent. Cuba pourrait enfin prendre en main son propre destin, pensaient-ils, éliminer la dépendance, être libre.

Cela signifiait sur le plan économique mettre fin au fléau imposé par les Etats-Unis : la monoproduction du sucre.

Les Etats-Unis imposèrent, en 1961, un blocus économique total à l'île. La même année, l'Union soviétique y envoya sa première mission économique et proposa son «aide». Deux voies s'ouvraient devant les dirigeants cubains : mobiliser le peuple pour construire une agriculture et une économie indépendantes ou accepter l'«aide» de l'Union soviétique et donc se soumettre à ses conditions. Au mépris du passé héroïque du peuple cubain qui avait montré maintes fois dans l'histoire son courage, son abnégation, sa capacité de

lutte, les dirigeants cubains, Fidel Castro en tête, optèrent pour la soumission au social-impérialisme.

S'en était fait de l'indépendance de Cuba. L'unique perspective pour Cuba, affirma Castro, c'est de produire du sucre, et encore du sucre, pour le marché soviétique et d'acheter les biens d'équipement que la classe ouvrière cubaine, dit-il, était incapable de produire. On sacrifia donc à la canne la diversification de l'agriculture un moment entamée et l'industrialisation du pays. En 1970, l'Etat fixa comme objectif une récolte de canne de 10 millions de tonnes ! Chiffre non atteint du reste. Le sucre produit est aujourd'hui vendu à 100 % pratiquement à l'Union soviétique.

Dès lors, le social-impérialisme détient le contrôle absolu sur l'économie cubaine. Les transactions commerciales entre pays «frères» de la soi-disant «communauté socialiste» se font en rouble soviétique, qui n'est accepté comme monnaie d'échange que dans les pays du Comecom. Cuba se voit donc forcée d'importer les machines, le pétrole, le blé de l'URSS.

Par ailleurs, l'URSS achète le sucre cubain à 6 centimes de dollars la livre, alors que celui produit sur son territoire à partir de la betterave lui revient à 16 centimes de dollars. Et c'est sur la base de ce

dernier prix que l'URSS vend ensuite le sucre aux pays d'Europe de l'Est. Bénéfice sur toute la ligne.

Cette monoproduction sucrière à l'origine de la dépendance économique vis-à-vis du social-impérialisme plonge Cuba dans une situation économique désespérée.

Cuba doit aujourd'hui 5 milliards de dollars à l'URSS et 10 millions de tonnes de sucre de commandes qu'elle n'a pas pu honorer.

Lors du 1er Congrès du Parti communiste cubain, en 1975, Castro fut obligé de reconnaître le manque de certaines denrées alimentaires essentielles et l'insuffisance de logements pour les travailleurs et affirma même que «la révolution ne peut pas faire grand chose» pour y remédier.

Selon les statistiques gouvernementales cubaines fournies à l'ONU, la production agricole, (sans compter celle de la canne), a chuté de 20 %. En 1972, le président de la République cubaine, Oswaldo Dorticos, admit dans un discours qu'il existe un chômage sur une grande échelle dans deux des plus grandes provinces sucrières du pays.

A cela les travailleurs répondent par un mécontentement croissant qui se traduit par un absentéisme de

plus en plus important qui contraste avec l'enthousiasme au travail des premières années du régime. Selon le ministre du travail le taux d'absentéisme moyen par jour en 1970, était de 20 %. Il parla non sans raison à cette occasion «d'ample résistance passive».

Voilà quelle est la réalité. Quand, lors de l'émission, un dirigeant agricole nous montre sa satisfaction parce qu'il produit d'avantage de sucre, quand Fidel Castro explique qu'à Cuba, on combine le travail productif à la campagne pour l'éducation, nous posons la question. Pour qui ? Pour un développement indépendant du pays, pour une amélioration des conditions de vie du peuple ou pour le maître soviétique ?

Et quand Castro nous affirme que l'intervention des troupes cubaines en Angola est une décision de Cuba seule et n'a pas pour but de servir les intérêts du social-impérialisme parce que les dirigeants soviétiques «respectent tellement notre pays et notre révolution», nous serions tentés

d'en rire si par sa politique de soumission à l'impérialisme soviétique, Castro ne plongeait son peuple dans une nouvelle dépendance et faisait fi de sa liberté et de son bonheur.

## ● Maroc

### Assassinat de Saïda menebhi

La prison, c'est laid  
Tu la dessines, mon enfant  
Avec des traits noirs  
Des barreaux et des grilles  
Tu imagines que c'est un lieu sans lumière  
Qui fait peur aux petits  
Aussi pour l'indiquer  
Tu dis que c'est là-bas  
Et tu montres avec ton petit doigt  
Un point, un coin perdu  
Que tu ne vois pas.  
Peut-être la maitresse t'a parlé  
De prison hideuse  
De maison de correction  
Où l'on met les méchants  
Qui volent les enfants.  
Dans ta petite tête  
S'est alors posée une question  
Comment et pourquoi  
Moi qui suis pleine d'amour pour toi  
Et tous les autres enfants  
Suis-je là-bas ?  
Parce que je veux que demain  
La prison ne soit plus là.

Poème de prison de Saïda Menebhi

Suite de la page une.

incarcérés quatre des détenus, les deux jeunes femmes soignées à l'hôpital Averroes ont décidé, malgré leur état de santé très grave, de reprendre la grève de la faim qu'elles avaient arrêté un peu plus tôt. C'est à la suite de l'annonce de la mort de leur camarade Saïda Menebhi qu'elles ont pris cette décision.

Enfin, l'état du camarade Serfaty est considéré comme alarmant par ses avocats.

Les familles des détenus ont occupé jeudi en signe de protestation la mosquée «Assouna» de Rabat. La police est intervenue pour disperser les manifestants.



## ● Vietnam

Une «zone économique modèle» va être créée à 150 km au nord-ouest d'Ho Chi Minh Ville. Elle s'étendra sur 28 000 hectares et comprendra dix localités. On y cultivera principalement de la canne à sucre et une raffinerie sera construite sur place. Quatre mille jeunes volontaires venus d'Ho Chi Minh Ville mettront en valeur dans cette région près de 5 000 ha de terre.

Il est prévu d'autre part que 50 000 personnes habitant Ho Chi Minh Ville viendront s'établir dans la région.

## ● Israël

Israël est confronté à une augmentation du coût de la vie sans précédent. Cette augmentation fut de 2 % dans la semaine allant du 1er au 7 décembre, de 12 % durant le simple mois de novembre et de 42 % depuis le début de l'année ! Un billet de dix livres n'a aujourd'hui que 4% du pouvoir d'achat qu'il possédait il y a dix ans.



«J'informe» n'est pas le seul...

«J'informe» n'est pas le seul quotidien à connaître des difficultés de vente. Prenons quelques chiffres sur Paris. En juillet-août-septembre 1977, par rapport à 1976, la vente des journaux quotidiens a baissé en moyenne de 10,30 %.

- l'«Aurore», moins 17,55 %
- «Le Figaro», moins 12,18 %
- «France-soir», moins 6,57 %
- «L'Humanité», moins 6,83 %
- «Le Monde», moins 15,26 %
- «Le Quotidien du peuple», moins 21,08 %
- «Rouge», moins 4,8 %
- «Libération» est le seul journal à afficher une hausse des ventes : plus 17,44 %.

«J'informe» devait, selon Fontanet, atteindre assez vite les 100 000 ou 120 000 exemplaires. Or sur Paris, après avoir vendu 72 000 exemplaires le premier jour (après une campagne de publicité énorme), il tomba à 11 000 exemplaires, puis moins encore.

Autre journal lancé cette année, «le Matin», journal financé par le PS, quotidien non plus de la droite réformiste, mais de la gauche réformiste. Les ambitions du «Matin» se sont trouvées encore plus hautes et les chiffres encore plus décevants.

Pour «Le Matin», il semble que ce soit surtout le désintérêt des lecteurs de gauche, échaudés par la division de la gauche, qui permette d'expliquer que ce journal ne fasse pas une percée.

Comme pour «J'informe», la preuve est faite que l'argent ne suffit pas pour avoir des lecteurs...

«J'informe» disparaît ...

« Y AVAIT PAS DE QUOI EN FAIRE UN MONDE »

«Y avait pas de quoi en faire un monde !» c'est la légende du dernier dessin du dernier numéro de «J'informe». C'est vrai qu'on nous en a fait un monde de ce journal : budget énorme, ambition démesurée, campagne publicitaire échevelée.

Devant ce genre d'événements, il serait de bon ton de parler de «notre cher confrère», de le plaindre, de déplorer que la «liberté de la presse soit soumise à des impératifs financiers».

Mais ici n'est pas la question : «J'informe» avait de l'argent.

apports diversifiés, disséminés, et progressifs

Ces apports bancaires devaient venir de divers fonds bancaires et industriels .. «J'informe» devait être le journal des monopoles qui soutiennent la politique «réformiste» de Giscard et des divers groupes centristes.

ce n'est pas cela qui explique au fond qu'ils aient retiré leurs crédits au journal. S'ils avaient décidé de faire un quotidien politique, s'ils avaient avancé assez de fonds pour (selon Fontanet) qu'il tienne deux ans, pourquoi le retirer de la circulation quelques semaines avant les élections législatives?

J'AI INFORMÉ

S'il faut parler de «j'informe» au passé, c'est peut être aussi à cause de celui qui se veut aujourd'hui le mauvais diable de la majorité, Chirac.

Non seulement les i-

A l'heure où le chef du parti gaulliste (le RPR) lance une campagne offensive au sein de la majorité, pourquoi n'aurait-il pas dissuadé les bailleurs de fonds de retirer leurs capitaux de «j'informe»?

Quand il explique les causes de son échec, Fontanet accuse ses «interlocuteurs», les gens de «l'extérieur» du journal, «La difficulté, dit-il, était d'ordre externe».

Dans le cadre de la majorité, (puisque tel était «j'informe») qui peut être «externe» aux giscardiens si ce n'est Chirac ?

D'ailleurs il faut aussi parler de «j'informe» au futur. A la fin de son texte d'explication sur la cause de la faillite du journal, Fontanet a mis un petit bulletin intitulé : «Préparer un nouveau départ». Dans ce texte on lit notamment : «Nous vous tiendrons au courant des nouvelles initiatives qui seront prises dans l'avenir pour sauvegarder et développer le pluralisme de l'information».

Ce nouveau journal permettant à la majorité d'avoir sa presse quotidienne déclarée et ouverte ne sera peut-être plus sous la direction de Fontanet.

Il sera sans doute fait avec la participation de Chirac et des gaullistes. Mais il ressortira, tôt ou tard...

Tel semble être, autant qu'on puisse en juger, le but de l'opération dont «j'informe» a été victime.

60 millions avant le 31 décembre

De quoi vit notre journal ?

Pourquoi ne pas rappeler à l'occasion de la disparition de «J'informe» que notre «Humanité rouge» ne vit pas de l'argent des monopoles, qu'elle n'a pour vivre ni campagne publicitaire, ni journalistes professionnels, ni soutien des banques et des entreprises.

Notre journal vit avec le soutien politique, financier et militant de ses lecteurs. Et ses lecteurs, ce sont les travailleurs, ceux qui chaque jour, dans les entreprises, les bureaux, les champs et les quartiers, travaillent et luttent contre le capitalisme, pour la révolution prolétarienne, contre les dirigeants du PCF et du PS, contre le projet de l'Union de la gauche.

Nos lecteurs sont parmi les plus pauvres donc. Mais loin d'être notre faiblesse, c'est là notre force, nous sommes le journal des travailleurs.

Il y a quelques jours, le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre «Humanité rouge» lançait un appel solennel : «Mobilisation générale pour les 60 millions !». Nous avons confiance en l'avenir. Nous savons que nous pouvons compter sur chacun de nos lecteurs, chacun de nos amis, chacun de nos camarades. C'est tous ensemble que nous gagnerons la bataille politique des 60 millions.

SOUSCRIVEZ à L'HUMANITE ROUGE

Les journalistes de «J'informe» occupent

Le personnel du journal «J'informe», averti au tout dernier moment de la faillite du journal, se voit soudain sans emploi. A l'appel du syndicat national des journalistes, le personnel a décidé d'occuper les locaux jour et nuit.

Cinq commissions ont été créées. L'une d'entre elles est chargée de préparer des dossiers complets pour défendre chaque travailleur. Sur 200 personnes, 20 seulement ont des papiers en règle, tant la gestion de Fontanet était «particulière»... Des retards énormes, allant jusqu'à trois mois, ont été constatés dans les salaires.

Les grévistes donneront lundi à 15 h une conférence de presse dans les locaux occupés. Nous en rendrons compte dans notre prochaine édition.

«J'INFORME»

Un administrateur de la Caisse d'Epargne, un haut responsable de la banque de Suez, un administrateur d'une société de plastique liée à la firme Total, le patron d'une des filiales d'Havas, un commis voyageur de la Banque d'Indochine, un promoteur immobilier grenoblois, le «contrôleur des frais généraux» de la Banque de Paris et des Pays-bas, et un membre de ce qui s'appellait le Comité des Forges, tels sont quelques uns des 39 associés à l'origine de «J'informe».

Ce journal devait être le quotidien de la majorité giscardienne et centriste. Comme le dit Fontanet ancien ministre, dans le dernier numéro «Le développement du journal devait être financé par des

J'INFORME La leçon d'une bataille



Que «j'informe» n'ait pas eu de lecteurs ne peut étonner beaucoup de monde. A l'heure où le plan Barre est de plus en plus discrédité, quel lecteur du peuple pourrait s'intéresser à un journal de la majorité ?

Mais même si les financiers espéraient qu'il pourrait en être autrement,

dées de «j'informe» ne sont pas conformes à celles du gaulliste Chirac qui les trouve trop giscardiennes, trop conciliantes par rapport à la gauche, trop «réformistes» et centristes, mais encore «j'informe» ne faisait pas partie du groupe de presse Hersan dont Chirac est un des protecteurs.

Une nouvelle victime du «boxing business»

Une jeune boxeur allemand de 20 ans, Jeorg Eipel, vient d'ajouter son nom à la longue liste des victimes de la boxe. Samedi soir, à Creil, où se disputaient les championnats d'Europe, il était déjà à moitié assommé, épuisé, l'œil vitreux, lorsqu'il reçut un terrible direct à la face qui l'envoya au tapis.

Par réflexe, par automatisme, il se releva pour faire face à son adversaire mais sans être même capable d'esquisser le moindre geste de défense. Une nouvelle grêle de coups s'abattaient sur lui et il tombait pour ne pas se relever. Plusieurs heures après, il était toujours dans un coma profond à l'hôpital

Beaujon où il a été transporté. Les médecins refusaient de se prononcer sur ses chances de survie. On parlait d'hémorragie cérébrale.

S'il meurt, qui aura tué Jeorg Eipel ? Un système qui a promu au rang de sport le fait de cogner sur l'adversaire au risque de le tuer. «C'était lui ou moi» devait dire amèrement l'adversaire de Eipel. Quant à ses «conseillers techniques», le fait que la valeur marchande de leur poulain perdait plus par un K.O que par une défaite aux points n'a pas dû être étranger à leur non-intervention.

En 1962, une revue américaine avait tenté de dresser la liste des morts de la boxe depuis son origine jusqu'à

Pour soutenir la bataille politique de 78 L'Humanité rouge sortira chaque jour sur 8 pages A PARTIR DU 16 JANVIER (1,70 F le numéro)

la fin du siècle dernier. On en dénombrait déjà 460, plus toutes les morts non déclarées consécutives à un match. Depuis cette liste n'a cessé de s'allonger inexorablement. Outre les morts, la boxe est aussi comptable d'un lourd tribut d'aveugles, de débilés, d'épaves physiques et sociales. Ce ne sont pas là les «risques du métier». C'est

le prix qu'exigent le «boxing business», les centaines de millions empochés par les «matchmakers» (fabricants de matchs), managers et chaînes de télévision internationales. C'est celui que payent nombre de jeunes gosses, éblouis par l'espoir d'en finir avec la misère ou le chômage et qui y laissent leur santé quand ce n'est pas leur vie.



## • LMT

### Conditions de travail : imposons nos revendications

Un certain nombre de chantiers LMT (installation de centraux téléphoniques) se trouvent en sous-sol.

Pour les travailleurs cela signifie :

- Travailler perpétuellement en éclairage artificiel sans la moindre lumière naturelle

- ne pas voir le jour pendant 9 heures consécutives car bien souvent ils mangent sur le chantier

- avoir l'impression «d'être enterré», coupé du monde

- supporter les avatars de la climatisation défaillante

Ces conditions, les travailleurs en ont ras-le-bol !

Devant le mutisme de la direction qui se moque bien de la santé de ceux qu'elle exploite, ils sont passés à l'action.

Depuis une quinzaine de jours, la majorité des travailleurs en sous sol débrayent une heure par jour pour obtenir :

- Application immédiate des 35 heures en sous sol

- 1 jour de repos compensateur pour 1 mois en sous sol

- Paiement des heures de grève

Mais ces revendications ne concernent pas seulement les travailleurs actuellement en sous-sol.

Nous sommes tous amenés à travailler un jour ou l'autre en sous-sol, d'autant plus que les chantiers de ce type seront de plus en plus nombreux.

- la réduction du temps de travail en sous sol n'est qu'un pas de vers les 35 heures pour tous.

Déjà, un certain nombre de travailleurs en «surface» ont eux aussi débrayé pour appuyer les revendications. Les travailleurs sont conscients que c'est seulement un large rapport de force, uni et coordonné sur tous les chantiers, qui fera céder la direction.

Pour renforcer le mouvement, des initiatives ont été prises :

Vendredi 9, 80 travailleurs envahissaient la salle où se tenait la réunion mensuelle entre la direction et les délégués du personnel. Mis en accusation par les travailleurs, le directeur du personnel des installations se retranchait derrière le fait qu'il n'était pas habilité pour prendre une décision et nous renvoyait à la direction générale.

Qu'à cela ne tienne, vendredi 16, plus de cent travailleurs intervenaient en pleine séance du Comité Central d'Entreprise et sommaient Vincent, directeur général de s'expliquer.

Et quelle fut sa réponse ! Il nous renvoyait à la direction des installations. La colère des travailleurs s'exprima aussitôt, on les prenait pour des girouettes !

A partir de ce moment là, l'atmosphère d'échauffa rapidement et la contenance de tous ces beaux messieurs en prit un sérieux coup. Mais le rapport de force n'était pas suffisant pour obtenir un résultat immédiat. La direction s'en est tiré en promettant un rendez-vous jeudi avec les organisations syndicales.

Mais qu'elle ne se frotte pas les mains trop vite. La CGT et la CFDT ont décidé de convoquer dès ce soir (lundi) une coordination de tous les chantiers pour renforcer et unifier l'action.

Elles appellent l'ensemble des travailleurs à se rendre à Montrouge jeudi pour la rencontre avec la direction. La lutte continue !

CORRESPONDANT HR

## • Epernay

### Deux cheminots exclus (suite)

Le mardi 5 décembre devait se tenir une assemblée générale statutaire des cheminots CFDT d'Epernay.

De nombreux camarades nous soutenant ne pouvaient venir ce soir là, ils avaient donc demandé aux responsables syndicaux, que l'assemblée générale concernant nos exclusions soit reportée au lundi suivant.

Quelle ne fut pas notre surprise lorsque le 5 décembre, nous nous retrouvions à 6 devant une dizaine de vieux CFTC que l'on ne voyait jamais (certains sont retraités), le secrétaire général de l'UPR (Union professionnelle régionale) cheminot son suppléant et bien sûr les dirigeants syndicaux.

Ils étaient là nous ont-ils fièrement annoncé pour statuer démocratiquement en Assemblée générale pour ou contre la décision du bureau nous excluant.

Nous avions senti le coup venir et certains de nos camarades nous avaient remis sous enveloppe cachetée leur refus d'exclusion.

Nous avions 12 enveloppes plus nous 6 présents, nous étions donc majoritaires alors qu'eux n'étaient que quatorze (les deux de l'UPR ne votant pas).

Finalement voyant cela ils ont refusé de prendre en compte les enveloppes sous prétexte que ces gens-là étaient prévenus et que puisque le midi même ils étaient à la cantine pour boire le café, ils auraient pu être là le soir.

Quels arguments frappant n'est-ce pas ! Précisons que le bureau syndical actuel a été élu grâce à des enveloppes.

Plus ça va et plus ils se dévoilent ces magouilleurs et ils ne font que renforcer le mécontentement des camarades nous soutenant. Leur attitude a éclairé les quelques hésitants qu'il y avait.

La lutte continue plus que jamais !

Cheminots soutenez nous !

CFDT-cheminot, 7, rue du docteur Verrois.

Un cheminot exclu

## Congrès de l'UD-CFDT Sarthe

# ÇA BRANLE DANS LE MANCHE !

A quelques mois des législatives et au lendemain de la grève ratée du 1er décembre, l'enjeu de ce congrès, c'était bien le rôle de la CFDT par rapport à l'Union de la gauche, l'indépendance ou non du syndicat à l'égard des partis de gauche.

Au cours des débats, les critiques furent souvent vives et la volonté de lutte réelle :

- c'est l'intervention d'une ouvrière de Bonnet pour le syndicat Hacuitex. La lutte menée dans ce secteur où prédominent les femmes travailleuses a abouti à trois conflits et trois victoires au cours de l'année (par exemple, Bonnet : plus 16,5 % d'augmentation au cours de l'année). La combativité s'est accrue et le degré de syndicalisation s'est élevé. L'intervention qui se terminait par les difficultés, et la lutte menée par les femmes pour militer (problèmes avec leurs maris, garde des enfants...) a été suivie d'un tonnerre d'ap-

plaudissements.

- ce sont les communaux qui ont expliqué les problèmes qu'ils rencontraient avec la nouvelle municipalité de gauche qui cherche à les court-circuiter en tant que syndicat.

- c'est un militant de Souriau (La Ferté-Bernard) qui expliquait les raisons du refus de sa section syndicale de participer à la grève du 1er décembre, manifestant par ailleurs la réserve de sa section à l'égard de l'Union de la gauche.

- c'est un tract diffusé par le syndicat Santé-Services sociaux allant dans le même sens sur la journée du 1er décembre.

Et puis encore : le syndicat des Assurances «12 à 15 % de grévistes à la Mutuelle le 1er décembre, c'est pas glorieux et ça démobilise... il faudrait peut-être trouver autre chose»...

Oui, vraiment, la prise de conscience des travailleurs se développe et ça s'est traduit dans les inter-

ventions.

A plusieurs reprises, les dirigeants PS furent isolés. L'un d'eux s'est même fait hué lorsqu'il déclara que la plupart des syndicats sont des parasites par rapport à l'UD en ne participant pas suffisamment à ses commissions.

Mais pour sauver la mise, les permanents ont trouvé un bouc émissaire : le SGEN.

Le SGEN avait participé à la journée du 1er décembre sur des mots d'ordre justes en diffusant un tract contre les journées bidon. C'est le prétexte dont s'est servi Brillant, secrétaire de l'UD, pour faire une opération de diversion et faire jouer le sentiment anti «gauchistes-diviseurs-minoritaires...».

Pratiquant l'amalgame, il souligna au passage que d'autres syndicats que le SGEN étaient «infiltrés» par des gauchistes, se gardant bien de préciser quels syndicats dans la mesure où

certains d'entre eux sont en fait largement majoritaires dans leurs secteurs ou entreprises.

Cette attaque brutale ne s'est pas déroulée sans réaction puisqu'un membre du syndicat de l'Agriculture vint dénoncer à la tribune le caractère «crapuleux» (tel quel) de l'attaque contre le SGEN.

La résolution générale est

passée mais les tenants de la ligne de collaboration de classe et de soumission aux partis de gauche sont sortis affaiblis : ils n'ont bien souvent dû leur majorité qu'à des manœuvres de division et à la diversité des oppositions.

Certains travailleurs pour qui c'était le 1er congrès CFDT, en sont repartis en se disant que vraiment il y avait des choses qui n'allaient pas au bureau de l'UD et avec l'idée que bientôt cela changerait.

Oui, vraiment «Ça branle dans le manche».

Correspondant Le Mans

## Les gaziers et les électriciens

### Union, action, jusqu'à satisfaction



La manifestation du 16 décembre.

Vendredi à Paris, ce sont plus de 5 000 gaziers et électriciens qui sont descendus dans la rue. «Nous voulons, nous aurons satisfaction» La manifestation marquait la combativité réelle des travailleurs d'EDF-GDF qui réclament «2500 F minimum, 200 F pour tous»

Ainsi les menaces de Barre, n'ont réussi qu'à renforcer le mouvement et l'impression générale c'est

que la grève était mieux suivie et la manifestation plus nombreuse que le mercredi 7 décembre (grève tournante sur la région parisienne).

Les dirigeants des fédérations préfèrent parler de s'asseoir autour d'un tapis vert avec Boiteux le PDG d'EDF plutôt que de lutter jusqu'à satisfaction des revendications. Ils ont déjà joué un mauvais tour en suspendant le mouvement mer-

credi 13 décembre et ont imposé qu'il soit à nouveau ajourné jusqu'en janvier.

Persévérer dans la lutte et marquer des points contre le plan Barre, c'est ce que veulent les gaziers et électriciens.

Déjà vendredi, une partie des manifestants criaient «Occupons Murat»

Si les dirigeants des fédérations syndicales veulent arrêter le mouvement, ils risquent des ennuis.

## • Beaucourt (90)

### Alsthom- Unelec occupée

Depuis le 13 décembre, un millier d'ouvrières et d'ouvriers d'UNELEC occupent leur usine. La direction, qui avait lock-outé le 1er décembre, refuse de payer cette journée chômée. D'autre part, elle a décidé de porter à 33 % les abattements faits sur la prime de fin d'année pour cause d'absences et de retards.

Les grévistes exigent aussi une augmentation des salaires.

Mercredi 14, trois représentants de la direction ont été séquestrés par les ouvriers.

Le vendredi 16, la grève est toujours suivie à 100 %, les ouvriers d'UNELEC ne sont pas prêts à céder d'autant que la direction veut leur imposer une semaine de chômage partiel au jour de l'an.

**Le répondeur  
fonctionne  
à nouveau  
TELEPHONEZ  
AU  
202 18 29**